



KPMG SA
5 avenue de Dubna
BP 60260
14209 Hérouville St Clair

Association ORS-CREAI Normandie

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024
Association ORS-CREAI Normandie
3 Place Europe 14200 HEROUVILLE SAINT CLAIR

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense
Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
5 avenue de Dubna
BP 60260
14209 Hérouville St Clair

Association ORS-CREAI Normandie

3 Place Europe - 14200 HEROUVILLE SAINT CLAIR

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'assemblée générale de l'association ORS-CREAI Normandie,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association ORS-CREAI Normandie relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense
Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.



Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Hérouville St Clair, le 16 juin 2025,

KPMG SA



Thierry CHAMPION
Associé

BILAN ASSOCIATIONS ET FONDATIONS

ANC 2018-06 et ANC 2019-04

Dossier : CREAM - Association ORS-CREAM Normandie

En Euro
(Provisoire)

Compensation sur comptes individuels

ACTIF	Exercice N 01/2024 - 12/2024			Exercice N - 1 01/2023 - 12/2023
	BRUT	Amortissements et dépréciations	NET	
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement	21 135,00	7 432,48	13 702,52	14 125,22
Immobilisations corporelles				
Constructions	1 090 313,38	561 020,54	529 292,84	548 063,74
Autres immobilisations corporelles	81 706,38	72 515,65	9 190,73	8 797,04
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	2 093,09		2 093,09	2 104,50
Autres immobilisations financières	7 341,87		7 341,87	7 332,32
ACTIF IMMOBILISE - Total I	1 202 589,72	640 968,67	561 621,05	580 422,82
ACTIF CIRCULANT				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	47 321,45		47 321,45	43 564,65
Autres créances	77 193,64		77 193,64	68 940,58
Disponibilités	524 850,61		524 850,61	499 393,82
Charges constatées d'avance	18 390,67		18 390,67	10 557,87
ACTIF CIRCULANT - Total II	667 756,37		667 756,37	622 456,92
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	1 870 346,09	640 968,67	1 229 377,42	1 202 879,74

BILAN ASSOCIATIONS ET FONDATIONS

ANC 2018-06 et ANC 2019-04

Dossier : CREAM - Association ORS-CREAM Normandie

En Euro
(Provisoire)

Compensation sur comptes individuels

PASSIF	Exercice N 01/2024 - 12/2024	Exercice N - 1 01/2023 - 12/2023
FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres complémentaires	475 450,47	475 450,47
Ecart de réévaluation	113 424,32	116 818,56
Réserves		
Réserves pour projet de l'entité	165 674,27	162 280,03
<i>dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	165 674,27	162 280,03
Report à nouveau	(195 879,77)	(212 413,05)
Excédent ou déficit de l'exercice	(51 241,06)	16 533,28
Situation nette (sous total)	507 428,23	558 669,29
Subventions d'investissement	59 787,68	61 632,15
FONDS ASSOCIATIFS - Total I	567 215,91	620 301,44
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds dédiés	94 019,00	40 740,00
FONDS REPORTES ET DEDIES - Total II	94 019,00	40 740,00
PROVISIONS		
Provisions pour charges	109 978,32	94 209,01
PROVISIONS - Total III	109 978,32	94 209,01
DETTES		
Emprunts et dettes auprès établissement de crédit	137 341,33	170 793,34
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	25 266,74	20 237,58
Dettes fiscales et sociales	292 338,52	242 740,27
Autres dettes	112,60	430,60
Produits constatés d'avance	3 105,00	13 427,50
DETTES - Total IV	458 164,19	447 629,29
TOTAL GENERAL (I + II + III+ IV + V)	1 229 377,42	1 202 879,74
(1) ACTIF - Fonds commercial : Dont droit au bail	0,00	0,00
(2) ACTIF - Immobilisations financières : Dont à moins d'un an (brut)	0,00	0,00
(3) ACTIF - Créances : Dont à plus d'un an (brut)	0,00	0,00
(4) PASSIF - Dettes : Dont à plus d'un an	0,00	0,00
Dont à moins d'un an	0,00	0,00
(5) PASSIF - Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques	0,00	0,00
(6) PASSIF - Dont emprunts participatifs	0,00	0,00

COMPTE DE RESULTAT

ASSOCIATIONS ET FONDATIONS – ANC 2018-06 et ANC 2019-04

Dossier : **CREAI - Association ORS-CREAI Normandie**

En Euro
(Provisoire)

	Exercice N 01/2024 - 12/2024	Exercice N - 1 01/2023 - 12/2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	1 565	2 005
Ventes de biens et services		
Ventes de prestations de services	256 090	230 992
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	810 712	691 630
Contributions financières	30 831	29 993
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	7 875	3 497
Utilisations des fonds dédiés	39 540	54 200
Autres produits	39 780	40 542
Total I	1 186 393	1 052 859
CHARGES D'EXPLOITATION		
Autres achats et charges externes	172 009	145 788
Impôts, taxes et versements assimilés	66 175	56 916
Salaires et traitements	597 749	534 529
Charges Sociales	255 300	211 825
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	40 550	33 105
Reports en fonds dédiés	92 819	40 740
Autres charges	8 282	8 137
Total II	1 232 882	1 031 039
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	(46 489)	21 819
PRODUITS FINANCIERS		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	10	9
Autres intérêts et produits assimilés	7 004	2 331
Total III	7 014	2 340
CHARGES FINANCIERES		
Intérêts et charges assimilées	5 746	6 998
Total IV	5 746	6 998
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	1 268	(4 657)
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	(45 222)	17 162
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations en capital	3 508	1 844
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		477
Total V	3 508	2 322
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	9 527	2 546
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		405
Total VI	9 527	2 951
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	(6 019)	(629)
Total des produits (I+III+V)	1 196 915	1 057 521
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	1 248 156	1 040 988
EXCEDENT OU DEFICIT	(51 241)	16 533

1. Objet social

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts de l'association. Cette dernière poursuit un objectif d'intérêt général et « se donne pour objet de :

- 1) *Favoriser l'organisation de la réflexion et de la concertation entre tous les acteurs œuvrant dans les secteurs de l'action sociale, médicosociale et de la santé en Normandie. L'association peut à ce titre porter tout dispositif favorisant la coordination de ces mêmes acteurs, leur mise en réseau notamment par la capitalisation et la diffusion de leurs travaux (études, expériences de terrain, bonnes pratiques...).*
- 2) *Procéder, participer et valoriser des travaux d'observation, d'études, d'évaluation et de recherche pluridisciplinaires sur la situation sociale et sanitaire (santé et ses déterminants) de la population dans son ensemble et en particulier des personnes en situation de vulnérabilité (situation de handicap, dépendance, mineurs ou majeurs sous protection...). L'association est un lieu indépendant de repérage et d'analyse des besoins sociaux, médico-sociaux et sanitaires, et d'étude des réponses à y apporter.*
- 3) *Assurer une fonction d'expertise, d'aide méthodologique, de soutien à la montée en compétences, de conseil et d'appui. Ces missions sont menées dans une perspective d'éclairage et d'aide à la décision pour les responsables des politiques publiques, les gestionnaires d'établissements et services sociaux, médicosociaux et de santé. Plus largement, elles s'exercent auprès de tout professionnel des champs social, médico-social et sanitaire, ainsi qu'auprès des usagers notamment organisés en association.*

Elle peut mettre à disposition ses locaux au profit d'autres structures associatives de manière exceptionnelle et temporaire. »

Les organes statutairement compétents de notre entité ont fixé différents objectifs pour réaliser l'objet social. Ces objectifs constituent le « projet de notre entité » pour lequel des réserves sont constituées le cas échéant dans nos fonds propres.

2. Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

La nature des activités ou missions sociales réalisées durant l'exercice peut être résumée ainsi :

- Production et partage des connaissances sur les besoins des populations et les réponses existantes sur le territoire normand (études, publications thématiques...)
- Mise en réseau et en coopération des acteurs (groupes de travail en approche métier ou thématique, séminaires d'échanges)
- Appui, conseils et soutien à la montée en compétences des acteurs (missions techniques, formations)

Le périmètre des activités ou missions sociales listées ci-dessus peut être ainsi défini :

- **Activité de production et de partage des connaissances :** cette activité s'est exercée auprès de tous les acteurs œuvrant dans les secteurs de l'action sociale, médicosociale, de la santé et de la politique de la ville en Normandie.
- **Activité de mise en réseau et en coopération :** cette activité s'est exercée auprès des acteurs œuvrant dans les secteurs de l'action sociale, médicosociale, de la santé et de la politique de la ville en Normandie.
- **Activité d'appui, de conseils et de soutien à la montée en compétences :** auprès des acteurs œuvrant dans les secteurs de l'action sociale, médicosociale, de la santé et de la politique de la ville en Normandie.

3. Faits majeurs

3.1. Evènements principaux de l'exercice

Application du SEGUR en juillet 2024 avec rétroactivité au 1er janvier 2024.

Passage en charges exceptionnelles pour un montant de 9 517 €. Celles-ci correspondent principalement au non versement d'indemnités journalières de la CPAM pour un congé maternité et un congé maladie.

3.2. Principes, règles et méthodes comptables

3.2.1. Principes généraux

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du Code de Commerce et du plan comptable général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'association a arrêté ses comptes en respectant le règlement ANC n°2018-06 et 2019-04 et ses règlements modificatifs, ainsi que ses adaptations aux associations et fondations conformément au règlement n°2018-06 et 2019-04.

Changement de méthode comptable

Changement de calcul concernant la provision pour congés pour corriger une sous-estimation sur les exercices précédents.

3.2.2. Principales méthodes comptables

En ce qui concerne l'application des règlements relatifs aux actifs, amortissements et dépréciations, il n'a pas été détecté de composant significatif ou de composant pouvant avoir un impact significatif.

Les composants sont significatifs s'ils remplissent les deux conditions suivantes :

- Leur valeur est importante par rapport à l'actif principal,
- Leur durée de vie diffère de façon importante avec celle de l'actif principal.

4. Informations relatives au bilan

4.1. Actif

4.1.1. Immobilisé

4.1.1.1. Règles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

En outre, peuvent sur option être incorporés au coût d'entrée :

- Les droits de mutations, honoraires ou commission et frais d'actes
- Les intérêts des emprunts spécifiques à la production ou à l'acquisition d'immobilisations.

Il est précisé que cette option n'a pas été retenue.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

4.1.1.2. Immobilisations

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Logiciels	Linéaire	1 à 5 ans
Frais d'établissement	Linéaire	10 à 50 ans
Constructions	Linéaire	10 à 50 ans
Matériel et outillage	Linéaire	2 à 5 ans
Installations générales	Linéaire	5 à 10 ans
Mobilier	Linéaire	2 à 5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	1 à 5 ans

Immobilisations	Immobilisations au 1er Janvier 2023	Acquisitions de l'Exercice 2024	Diminution Résultant des Sorties Exercice 2024	Immobilisations au 31 décembre 2024
-----------------	---	------------------------------------	---	--

Immobilisations incorporelles				
201 Frais d'établissement	21 135			21 135
203 Frais de recherche et de développement				
205 Concessions et droits similaires, Brevets, lic., marques et procédés, droits et val. sim.				
206 Droit au bail				
208 Autres immobilisations incorporelles				

Immobilisations corporelles				
211 Terrains				
212 Agencements et aménagements des terrains, plantations à demeure				
213 Constructions sur sol propre	1 090 313			1 090 313
214 Constructions sur sol d'autrui				
215 Installations, matériel et outillage techniques				
218 Autres immobilisations corporelles	75 726	5 981		81 706
Dont Mobilier (2184)	25 283			25 283
Dont Matériel de bureau (2183)	50 442	5 981		56 423

TOTAL GENERAL	1 187 174	5 981		1 193 154
---------------	-----------	-------	--	-----------

4.1.1.3. Amortissements

Amortissements	Amortissements cumulés 2023	Dotations de l'Exercice 2024	Diminution Résultant des Sorties Exercice 2024	Amortissements Cumulés 2024
Amortissements des immobilisations incorporelles				
2801 - Frais d'établissement	7 010	423		7 433
2803 - Frais de recherche et de développement				
2805 - Concessions et droits similaires, Brevets, lic., marques et procédés, droits et val. sim.				
2806 - Droit au bail				
2807 - Fonds commercial (établissements privés)				
2808 - Autres immobilisations incorporelles				
Amortissements des immobilisations corporelles				
2811 - Terrains				
2812 - Agencements et aménagements des terrains, plantations à demeure				
2813 - Constructions sur sol propre	542 250	18 771	0	561 021
2814 - Constructions sur sol d'autrui				
2815 - Installations, matériel et outillage techniques				
2818 - Autres immobilisations corporelles	66 929	5 587	0	72 516
28182 - dont matériel de transport				
28183 - dont matériel de bureau	25 283			25 283
- dont matériel informatique	41 645	5 587	0	47 232
TOTAL GENERAL	616 189	24 781	0	640 970

4.1.2. Créances

Libellé	Montant brut 2024
CREANCES	
Créances de l'actif immobilisé :	
Créances rattachées à des participations	2093
Prêts	
Autres immobilisations financières	7342
Créances de l'actif circulant :	
Créances clients et comptes rattachés	47 321
Autres créances clients	
Personnel et comptes rattachés	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 319
Etat et autres collectivités publiques	75 875
Autres	
Charges constatées d'avance	18 391
TOTAL CREANCES	152 341

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Créances de l'actif immobilisé :

Les créances rattachées à des participations correspondent à l'emprunt contracté auprès du crédit coopératif. Les autres immobilisations financières sont des cautions liées au crédit coopératif et les intérêts de la carte TOTAL.

Créances de l'actif circulant :

Le montant des créances clients et comptes rattachés total s'élèvent à 47 321,45 € de factures clients.

Les créances de sécurité sociale et autres organismes sociaux sont des indemnités journalières à recevoir de la CPAM pour 1318,64 €.

En ce qui concerne l'Etat et autres collectivités publiques, les 75 875€ correspondent au solde de la subvention du Conseil Régional pour un montant de 60 000 € versé au cours du 1^{er} semestre N+1 et un solde de 15 875 € correspondant à la subvention DRAJES – Animation volontaire.

4.1.3. Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance correspondent à des factures diverses d'exploitation pour un montant total de 18 390,67 €.

4.2. Passif

4.2.1. Capitaux propres

Capitaux propres	Montant net 31/12/2023	Augmentations 2024	Diminutions 2024	Montant net 31/12/2024
FONDS PROPRES				
Fonds associatifs sans droit de reprise	475 450			475 450
Ecart de réévaluation				
Réserves	162 280	3 394		165 674
Report à nouveau	-212 413		16 533	-195 880
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit)	16 533			-51 241
AUTRES FONDS ASSOCIATIFS				
Fonds associatifs avec droit de reprise :				
Apports				
Legs et donations				
Report à nouveau sous contrôle de tiers financeurs				
Résultat sous contrôle de tiers financeurs				
Ecart de réévaluation	116 819		3 394	113 424
Subventions d'investissement sur biens renouvelables	61 632		1 844	59 788
Provisions réglementées				
TOTAL GENERAL	620 301	3 394	21 771	567 216

4.2.1.1. Subvention d'investissement

La Région a accordé au CREAL une subvention d'investissement de 131.740 euros en 2007 pour financer l'acquisition de l'immeuble Robert Schuman à Hérouville Saint-Clair (valeur de 651 k€). Comptablement cette subvention d'investissement est rapportée au résultat linéairement sur une durée de 50 ans tandis que les bâtiments sont amortis de la manière suivante :

- Gros œuvre pour 456 K€ amortis sur 50 ans en mode linéaire ;
- Autres composants de l'immeuble amortis sur 10 ans en mode linéaire.

4.2.1.2. Apports sans droit de reprise

Apport de l'ORS et du Groupement : 101 613 €
 Apport du CREAL : 373 837 €

4.2.1.3. Ecart de réévaluation

Lors de la fusion-absorption, le patrimoine de l'ORS a été comptabilisé selon sa valeur réelle à la date de la fusion. La valeur de l'immeuble ORS a été estimée par le notaire à 310.000 euros contre une valeur nette comptable au 31/12/2016 de 172.816 euros. La réévaluation de cet immeuble a été enregistrée au 1^{er} janvier 2017 pour une valeur de 137.184 euros.

4.2.1.4. Réserves

Capitaux propres	Montant net 31/12/2023	Augmentations 2024	Diminutions 2024	Montant net 31/12/2024
Réserves affectées à l'investissement				
Réserves de trésorerie				
Réserves de compensation des déficits d'exploitation				
Réserves de compensation des charges d'amortissement				
Autres réserves	162 280	3 394		165 674
TOTAL RESERVES	162 280	3 394		165 674

4.2.2. Fonds dédiés

PROVISIONS	Montant au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Montant à la fin de l'exercice
ARS – ORDQ		12 700			12 700
ARS – Appui à la transformation de l'offre		8 890			8 890
ARS- Santé sexuelle	1 200	0	1 200		0
DDETS61 – Observatoire PV de l'Orne		10 104			10 104
DRAJES – Animation volontaire		13 335			13 335
ARS – Renforcement des éléments d'observation PRSE4		5 080			5 080
ARS– Aide au diagnostic local santé environnement PRSE4		7 620			7 620
ARS – Besoin des jeunes en situation de handicap sur liste d'attente	7 200	0	7 200		0
ARS – Scolarisation PH	2 400	6 350	1 200		7 550
ARS – Santé environnement – Formation EHESP	2 500	0	2 500		0
ARS – Appui PRAPS	1 200	0	1 200		0
ARS – Addictions	3 600	12 700	3 600		12 700
DREETS via ARS – Autre chantier schéma mandataire	16 040	16 040	16 040		16 040
DREETS – Pacte des solidarités	6 600	0	6 600		0
Total	40 740	92 819	39 540		94 019

4.2.3. Provisions pour risques et charges

4.2.3.1. Engagement retraite

En application à la convention collective en vigueur, l'association est tenue de verser à tout salarié partant en retraite, une indemnité de départ calculée en fonction de son ancienneté.

Après 10 ans	1 mois
Après 15 ans	3 mois
Après 25 ans	6 mois

Provisions pour risques et charges

Provisions pour risques et charges	Montant au 31/12/2023	Augmentations 2024	Diminutions 2024	Montants au 31/12/2024
------------------------------------	-----------------------	--------------------	------------------	------------------------

Provisions pour risques et charges				
151 - Provisions pour risques				
153 - Provisions pour pensions et obligations similaires (retraite...)	94 209	15 769	0	109 978
155 - Provisions pour impôts (établissements privés)				
157 - Provisions pour charges à répartir sur plusieurs exercices				
158 - Autres provisions pour charges				

TOTAL GENERAL	94 209	15 769	0	109 978
----------------------	---------------	---------------	----------	----------------

La méthode utilisée est basée sur l'indemnité réellement due au moment du départ à la retraite de chacun des salariés (64 ans), proratisée par le nombre d'années restant à effectuer.

L'évaluation de ces engagements a été effectuée à la date de clôture selon la méthode rétrospective en droits proratisés temporis et selon les hypothèses suivantes :

Age estimé de départ volontaire à la retraite	64 ans
Taux de charges sociales	52,48 %

4.2.4. Dettes

4.2.4.1. Emprunts

Libellé emprunt	Date	Durée	Montant initial	Capital début	Remb. Capital	Capital fin	- 1 An	Entre 1 et 5 Ans	+ 5 Ans
Emprunt CREAL	25/01/2007	258M	560 000	169 619	33 222	136 398	34 503	101 895	

4.2.4.2. Dettes fournisseurs, fiscales et sociales

Libellé	Montant brut 2024
DETTES	

Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	137 341
Emprunts et dettes financières divers	

Dettes fournisseurs et comptes rattachés	25 267
Personnel et comptes rattachés	159 586
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	115 638
Etat et autres collectivités publiques	17 114
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	113
Produits constatés d'avance	3 105

TOTAL DETTES	458 164
---------------------	----------------

Dettes fournisseurs et comptes rattachés :

- Factures fournisseurs 15 540,35 €
- Factures non parvenues : 9 726,39 €

Personnel et comptes rattachés :

- Personnel – Rémunérations dues : 1 980,77 €
- Budget fonctionnement CSE : 3 329,93 €
- Chèques vacances : 2 015,15 €
- Provision pour congés payés : 152 260,35 €

Sécurité sociale et autres organismes sociaux :

- URSSAF : 22 483,41 €
- Mutuelle : 973,84 €
- Prévoyance : 4 011,86 €
- Retraite : 8 259,86 €
- Charges sur congés payés : 79 909,09 €

Ces dettes correspondent à des charges du mois de décembre 2024 prélevées en janvier 2025 par le biais de la DSN auxquelles s'ajoutent les charges sur provision pour congés payés pour 79 909,09 €.

Etat et autres collectivités publiques :

- Prélèvement à la source décembre 2024 : 2 022,26 €
- Taxe sur salaires du 4^e trimestre 2024 : 10 658 €
- Participation de l'employeur à la formation continue : 4 434 €

4.2.5. Produits constatés d'avance

Libellé	Exploitation
ADAPEI de l'ORNE – Accompagner un projet d'habitat inclusif	635
ADAPEI de l'ORNE – S'approprier la nomenclature SERFIN-PH et l'intégrer dans les projets personnalisés d'accompagnement.	1 270
ASSOCIATION REVIVRE – Contribution volontaire 2025	1 200
Total	3 105

5. Informations relatives au compte de résultat

5.1. Transfert de charges

Libellé	Montant
Formations	7 875
Indemnités journalières sécurité sociale, prévoyance	
Divers	
Total	7 875

6. Autres informations

6.1. Honoraires des commissaires aux comptes :

Libellé	Montant
Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	5 858
Total	5 858

7. Ressources humaines

7.1. Effectif

L'effectif moyen de l'association ORS-CREAI Normandie était de 12,60 en 2023 et de 13,60 en 2024.